

Dissertation

« La saga Chronopost »

Avec développement des obligations de résultat à la charge des professionnels, nous avons pu voir apparaître une nouvelle clause, avec pour objectif principal de régir à l'avance les conséquences d'une inexécution ou d'une mauvaise exécution du ou des obligation(s) du contrat. Une clause limitative de responsabilité est donc une clause ayant pour objet d'exclure ou de limiter tout ou partie des responsabilités d'une partie à un contrat.

Depuis plus de 10 ans, l'affaire a beaucoup fait parler d'elle. En l'espèce, la société Chronopost, spécialisée dans l'acheminement rapide de lettres et de colis, précise dans les contrats passés avec ses clients qu'il existe une clause qui indemnise le client au prix qu'il a payé pour l'expédition de son colis s'il y a un retard ou une perte dans l'acheminement de celui-ci. Cette clause entraîne donc un manquement à une obligation essentielle du contrat, qui est d'assurer un service dans un délai fixe. Cela a donc l'effet de contredire la portée de l'engagement qui a été pris.

Dans plusieurs arrêts rendus par la Cour de cassation, celle-ci s'est posé la question de savoir qu'elle était la valeur de cette clause limitative de responsabilité, qui est le centre d'articulation de chacun des arrêts. Cette clause limitative en cas de retard est problématique car le préjudice subi est supérieur au plafond de remboursement indiqué dans la clause, la partie victime ne pourra obtenir une réparation intégrale de son préjudice. Ceci a pour conséquence une non exécution d'une obligation essentielle comme nous l'avons vu précédemment.

La question qu'il convient de se poser ici est la suivante : est-il possible d'admettre la validité d'une clause limitative de responsabilité lorsqu'il y a eu non exécution d'une obligation essentielle du contrat ?

Nous verrons en quoi il y a une non application de la clause limitative de responsabilité puis les difficultés de mise en œuvre.

I/ Affirmation de la non application d'une clause limitative de responsabilité

A/ Manquement à une obligation essentielle

L'article 1108 du code civil précise qu'il faut quatre conditions pour qu'un contrat puisse être valable : le consentement, la capacité à contracter, l'objet et la cause.

La condition qui nous intéresse tout particulièrement, dans cette jurisprudence Chronopost est la cause. La notion de cause est également visée à l'article 1131 du code civil et elle peut être définie comme la raison d'être de l'engagement des contractants. Il s'agit donc de la réponse à la question pourquoi est-il dû ? Par conséquent, le contrat est conclu dans un certain but.

Le but dans le premier arrêt de cette « saga » Chronopost, rendu par la chambre commerciale de la Cour de cassation le 22 octobre 1996, était la livraison de plis important dans un délai déterminé. Cet arrêt a connu une suite avec l'arrêt de la chambre commerciale du 9 juillet 2002. Dans deux arrêts de la chambre mixte de la Cour de cassation du 22 avril 2005, le but était également la livraison d'un pli, il s'agit des troisième et quatrième arrêts de l'évolution de cette jurisprudence. De plus dans les deux derniers arrêts, rendus les 30 mai et 13 juin 2006 par la Cour de cassation dans sa chambre commerciale, le but était le même que dans les arrêts précédents.

L'obligation essentielle ici était de livrer ces plis à destination dans un certain délai.

N'étant donc pas respecté dans chacun des quatre arrêts, cette clause a privé de cause l'engagement des bénéficiaires.

B/ Une clause réputée non écrite

Dans chacun des contrats concernant ces quatre arrêts, il y avait une clause limitative de responsabilité en cas de perte ou de retard lors de l'acheminement du pli. Les délais impartis à la société Chronopost n'ont pas été respectés, ce qui a donc entraîné le manquement à l'obligation essentielle du contrat comme nous venons de le voir.

Dans le premier arrêt Chronopost, du 22 octobre 1996, la chambre commerciale de la Cour de cassation a estimé qu'une clause limitative de responsabilité qui vient contredire l'obligation essentielle du contrat doit être réputée non écrite par application de l'article 1131 du code civil. Cette décision a été confirmée dans les cinq autres arrêts. Lorsqu'une clause est réputée non écrite, cela signifie qu'elle ne doit donc pas s'appliquer. Si la clause limitative de responsabilité était maintenue, elle constituerait la négation de l'effet obligatoire du contrat, le débiteur s'affranchissant de l'obligation essentielle (ici la livraison de plis dans les délais) à laquelle il était obligé. Ce serait donc un déséquilibre de la convention. C'est pourquoi, elle ne doit pas être appliquée.

II/ Les difficultés de mise de œuvre

A/ La caractérisation de la faute lourde

Le deuxième arrêt, en date du 9 juillet 2002, la Cour de cassation jugea que la clause limitative de responsabilité du contrat pour retard à la livraison est certes réputée non écrite, mais il faut l'application du plafond légal d'indemnisation, sauf si la faute lourde est constatée.

Le premier arrêt du 22 avril 2005 affirmait que la faute lourde de nature à tenir en échec la limitation d'indemnisation prévue par le contrat ne saurait résulter du seul fait pour le transporteur de ne pouvoir fournir d'éclaircissements sur la cause du retard. Mais, la seconde décision disait elle, « si une clause limitant le montant de la réparation est réputée non écrite en cas de manquement du transporteur à une obligation essentielle du contrat, seule une faute lourde, caractérisée par une négligence d'une extrême gravité confinant au dol et dénotant l'inaptitude du débiteur de l'obligation à l'accomplissement de sa mission contractuelle, peut mettre en échec la limitation d'indemnisation prévue au contrat-type établi annexé au décret ». Il y a donc eu une distinction entre, le manquement à l'obligation essentielle qui anéantit la clause limitative de responsabilité de la faute lourde qui écarte la limitation d'indemnisation prévue au contrat.

B/ Les divergences entre les arrêts

Avant les derniers arrêts de 2006, la clause limitative de responsabilité insérée dans les contrats de transport était réputée non écrite comme nous l'avons démontré, le retard apporté à la livraison constituant un manquement à l'obligation essentielle du contrat. La clause qui plafonne l'indemnisation en cas de retard vidait le contrat d'une de ses obligations essentielles. Ce que nous avons également constaté. La clause était donc écartée et le client pouvait obtenir la réparation intégrale de son préjudice en application des principes de la responsabilité contractuelle. Mais, avec les arrêts des 30 mai et 13 juin 2006, la Cour de cassation a posé des conditions plus strictes pour pouvoir écarter une clause limitative de responsabilité. Désormais, la clause limitative de responsabilité ne pourra être mise en échec que par une faute lourde du transporteur. C'est-à-dire que pour écarter la clause limitative de responsabilité et donc obtenir une réparation intégrale de son préjudice du fait du retard, le client doit prouver la faute lourde du transporteur. Dans l'arrêt en date du 13 juin 2006, la Cour de cassation énonce que « la faute lourde de nature à tenir en échec la limitation d'indemnisation prévue par le contrat type ne saurait résulter du seul manquement à une obligation contractuelle, fût-elle essentielle, mais doit se déduire de la gravité du

comportement du débiteur ». *Par* conséquent, la faute lourde doit se déduire de la gravité du comportement du débiteur.

Pour terminer, nous pouvons ajouter que la Cour d'appel de Paris a récemment considéré dans une décision du 26 novembre 2008 la validation d'une clause limitative de responsabilité puisqu'elle a été librement négociée et acceptée par les parties et que le plafond n'était pas dérisoire. Cette décision vient en quelque sorte, élargir ce qui était dit jusqu'à maintenant.